



Les réfugiés africains font les frais de la crise avec Tripoli

Affaire Kadhafi Berne renonce aux programmes humanitaires en Libye

La crise entre Berne et Tripoli fait de nouvelles victimes: les migrants africains qui se trouvent coincés en Libye, leur rêve européen brisé, souvent après une périlleuse traversée du Sahara. Dans une réponse écrite à une question du conseiller national Lukas Reimann (UDC/SG), le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) souligne clairement que la Suisse renonce «jusqu'à nouvel avis» à soutenir des programmes humanitaires en Libye. La décision a été prise «dans l'état actuel des choses et malgré les graves difficultés des migrants subsahariens en transit sur le sol libyen», y lit-on. L'UDC applaudit; les ONG actives dans la défense des réfugiés, elles, sont inquiètes.

Voilà qui démontre la volonté de Berne de hausser le ton face à Tripoli. Et de viser un des talons d'Achille de la Libye: sa politique de migration. Jusqu'à présent, la Suisse préférerait dire sagement qu'elle se concentrait sur la mise en œuvre de l'accord signé le 20 août avec Tripoli malgré les «promesses» non tenues des Libyens. Cela pour espérer un retour rapide des deux Suisses retenus à Tripoli depuis plus d'un an.

Immigrants refoulés

La Libye connaît un afflux important des migrants d'Afrique de l'Ouest, du Soudan et de la Corne de l'Afrique qui espèrent rallier l'Italie. En mai, en pleines négociations avec l'Italie, Tripoli a pour la

première fois accepté de reprendre 500 immigrants interceptés par la marine italienne. Des organisations de défense des droits de l'homme et le HCR ont rapidement dénoncé ce «sale marché». Leurs craintes: que des réfugiés susceptibles d'obtenir l'asile se trouvent parmi les refoulés. Or la Libye n'est pas signataire de la Convention de Genève sur les réfugiés et le HCR n'a pas accès à tous les centres de rétention dans le pays...

L'Aide humanitaire suisse mène justement, au Maroc et en Libye, des projets «en faveur des migrants de passage bloqués», pour assurer leur survie, une protection juridique et, si possible, permettre un retour volontaire dans leur pays de provenance. Elle le fait

«avec des partenaires locaux et internationaux, à hauteur d'environ 1 million de francs par an, dont quelque 500 000 sont couverts par un crédit de l'Office fédéral des migrations», pouvait-on lire encore mardi sur le site de la Direction du développement et de la coopération (DDC).

Dans sa réponse à Lukas Reimann, le DFAE précise avoir consacré très exactement 361 400 francs à la Libye en 2007, 154 100 en 2008 et seulement 4600 francs en 2009. Toutes les contributions sont allées au HCR. Le DFAE juge utile de préciser que les montants de 2007 et 2008 ont été versés avant le 15 juillet 2008, date de l'arrestation musclée d'Hannibal Kadhafi à Genève... **Valérie de Graffenried**